

**Fayçal Jalloul**

Écrivain et journaliste spécialiste du Moyen Orient



## ÉMIRATS ARABES UNIS, UNE POLITIQUE OFFENSIVE AU MOYEN-ORIENT : RAISONS ET CONSÉQUENCES

---

La politique étrangère offensive des Émirats débute avec le « Printemps arabe » et s'est poursuivie après la mise en œuvre de l'accord de défense mutuelle avec les États-Unis et la normalisation de ses relations avec l'État hébreu. Il ne fait aucun doute que cette politique est audacieuse et ambitieuse, mais elle est toujours exposée à des risques soudains résultant de la faiblesse démographique de ce pays, qui a été contraint de retirer ses forces de la guerre au Yémen en raison de la perte d'une centaine d'officiers et soldats dans le conflit avec les Houthis.

*The Emirates' offensive foreign Policy began with the "Arab Spring" and continued after the implementation of the mutual defense agreement with the United States and the normalization of its relations with the Jewish state. There is no doubt that this policy is bold and ambitious, but it is still exposed to sudden risks resulting from the weak demographics of this country, which was forced to withdraw its forces from the war in Yemen due to the loss of 100 officers and soldiers in the conflict with the Houthis.*

---

IL Y A CINQUANTE ANS, LES SEPT ÉMIRATS ARABES qui formèrent un État en 1971 n'étaient pas pressés d'obtenir leur indépendance de la Grande-Bretagne. Ils craignaient les pays voisins : le Sultanat d'Oman, qui les considère historiquement comme territoires omanais, le Royaume d'Arabie saoudite, ayant des ambitions d'annexion et d'expansion et l'Iran monarchique, puissance régionale redoutable.

Les craintes des Émirats arabes unis se sont réalisées deux jours avant l'indépendance, le 30 Novembre 1971, alors que les forces de l'armée iranienne occupaient les trois îles émiraties, Tunb al-Kubra, Tunb al-Sughra et Abu Musa. Le Shah a déclaré à l'époque que ces îles étaient une propriété iranienne avec l'approbation britannique. Il a également décrété que l'île d'Abu Musa était soumise à un accord avec son propriétaire, l'émir de Sharjah, Khalid Al Quasimi, qui a reçu en contrepartie des sommes d'argent pour une période de neuf ans.

Comment les Émirats arabes unis sont-ils passés d'un pays menacé par la convoitise de ses voisins à un pays qui mène une politique étrangère offensive ? Plusieurs raisons peuvent expliquer cette transition :

1 - Tout a commencé lors d'un évènement majeur survenu en mai 2012 à Abu Dhabi : une tentative de renversement du régime menée par le groupe émirati *Jameiat alasilah w altawjih alijtima'i* (association proche des Frères musulmans) dans le cadre du soulèvement du Printemps arabe, a poussé les Émirats à approfondir le changement radical de leur politique extérieure. Le pouvoir a été inquiété par cette tentative de renversement, car elle était dirigée par Cheikh Sultan Bin Kayed Al Quasimi, cousin du souverain de Ras Al Khaimah, l'un des sept émirats membres de L'EAU. Dès lors, les autorités lancent une campagne féroce contre les Frères musulmans partout où ils se trouvent : contre les « Frères » yéménites – alliés de l'Arabie saoudite dans leur guerre contre les Houthis – et jusqu'aux « Frères » du Hamas qui dirigent la résistance palestinienne à Gaza en passant par les « Frères » d'Égypte, de Syrie et de Tunisie. Il est à noter que les EAU ont été un partenaire clé dans le renversement des Frères musulmans en Égypte, avec l'installation du maréchal Abdel Fattah Al-Sissi au pouvoir en 2014. De même, ils ont été un acteur majeur du boycott du Qatar (2017-2019) qui héberge et protège les dirigeants des Frères musulmans et tient un rôle primordial dans les soulèvements du Printemps arabe via Al-Jazeera et ses multiples réseaux médiatiques.

2 - Les Émirats ont également profité du départ des leaders arabes historiques – Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Saleh et Saddam Hussein – et de l'affaiblissement du président Bachar el-Assad, enlisé dans une guerre destructrice et interminable. Les cartes de la géopolitique régionale se sont donc trouvées rebattues, favorisant des États comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar qui occupent désormais le devant de la scène politique arabe.

3 - La raison la plus importante est liée au départ des États-Unis d'Amérique de la région et à l'instruction donnée à ses alliés régionaux de travailler ensemble à une politique de défense mutuelle. Le 28 mai 2019, le conseiller à la sécurité nationale de Trump, John Bolton, a fait une visite à Abou Dhabi dans ce sens. Cette visite a ouvert la voie à l'accord dit d'Abraham qui a été signé par les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël sous les auspices américains à Washington le 15 septembre 2020. Mais les premiers signes de changements de la politique américaine dans la région remontaient déjà à la présidence Obama. C'est à la fin de son second mandat qu'il avait décidé d'initier le retrait des États-Unis du Moyen-Orient, constatant qu'aucun avantage stratégique n'avait été obtenu des guerres en Irak et en Afghanistan,

en dépit de leurs coûts exorbitants en millions de dollars et en centaines de milliers de morts. L'accès au pétrole moyen-oriental n'était par ailleurs plus une priorité, les États-Unis ayant misé à plein sur la production nationale en pétrole de schiste. Mais ce retrait américain devait se faire de façon raisonnée et progressive : les Américains s'étaient engagés à un soutien logistique de leurs alliés au Moyen-Orient. Un exemple de cette nouvelle stratégie américaine dans la région est celui de la guerre contre le Yémen : menée par une coalition arabe, déclarée depuis Washington par l'ancien ministre saoudien des Affaires étrangères Abel al-Jubeir. Un autre est la commande massive d'avions de combats américains F-35 par les Émirats Arabes Unis.

#### 4 - Forger des alliances avec les principales puissances de la région

**Israël** : L'accord de paix entre les Émirats arabes unis et Israël s'est fait sans consultation préalable de l'Autorité palestinienne. Il fera écho au discours de Trump sur le refus américain de protéger la navigation internationale dans le détroit d'Ormuz. Par la suite, Abu Dhabi signa l'accord d'Abraham et le projet « Ben Gourion Canal » fut lancé : il s'agit d'un projet de canal reliant le port d'Eilat sur la Mer Rouge au port d'Ashkelon sur la Méditerranée, permettant le transport de gaz et de pétrole du Golfe vers l'Europe. Il ferait directement concurrence au Canal de Suez. Selon une publication du site *Oil Price* du 10 mars 2021, la construction a été décidée par un accord signé entre l'*Euro-Asian Pipelines Company* – détenue par l'État israélien —, et la société *Mid Red Land Bridge* détenue par les Émirats arabes unis.

L'accord du Canal Ben Gourion prévoit la construction d'un réseau de transport ferroviaire, de tunnels et de ponts pour transporter des marchandises européennes et asiatiques vers Israël et au-delà, via la Jordanie vers le Golfe. Un autre accord bilatéral prévoit que la *Société des ports de Dubaï* gèrera le port israélien de Haïfa. L'Émirat d'Abu Dhabi diversifierait ainsi ses ressources qui dépendent pour l'instant presque exclusivement du pétrole. Les Émirats arabes unis misent donc sur l'intégration d'Israël dans son environnement par le biais de l'économie et à fortiori d'en tirer un bénéfice. Ils espèrent également que l'État hébreu jouera un rôle sécuritaire dans la protection de cet environnement après la sortie de Washington du Moyen-Orient, sans exiger le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés et sans donner suite à la solution des deux États exigée par l'ONU. Il est aussi à noter que le projet du Canal Ben Gourion limiterait la marge de manœuvre des Turcs et des Iraniens dans la région et renforcerait le rôle éthiopien dans la mer Rouge, car Addis-Abeba serait un voisin régional majeur pour ce projet.

**L'Iran** : Les Émirats arabes unis ont signé un accord de sécurité avec l'Iran, malgré le litige concernant les îles émiraties occupées depuis l'époque du Shah d'Iran. Selon une publication de *Sputnik* du 8 août 2019, 600 000 citoyens iraniens résident à Dubaï, 8000 hommes d'affaires y sont présents ainsi que 6000 entreprises : les relations entre les deux pays sont donc stables et en plein essor économique. Contrairement à Ryad, Abou Dhabi n'a pas accusé Téhéran d'avoir attaqué un navire civil dans le port émirati de Fujairah en 2019 : il s'en est même suivi la signature d'un accord entre les deux pays prévoyant une coopération pour assurer la sécurité des frontières communes et l'organisation de réunions semestrielles pour la bonne mise en œuvre de cet accord (26-30 juillet 2019). Cette politique d'apaisement est à la mesure de la taille et des moyens des Émirats arabes unis. En effet, les Émirats sont un petit pays de faible démographie dont la population d'origine ne dépasse pas les 900 000 personnes pour environ 6 millions d'habitants. Mais en 2018, selon des estimations de la Banque mondiale, son PIB s'élevait à 414 milliards de dollars se classant ainsi deuxième après Ryad en termes de revenu et troisième au Moyen-orient après l'Arabie saoudite et la Turquie.

**L'Éthiopie** : Les Émirats ont loué le port de Berbera à la République quasi-autonome du Somaliland pendant trente ans et l'ont agrandi pour en faire une porte d'entrée majeure pour le commerce éthiopien et pour soutenir les plans de développement de ce pays. Le ministre éthiopien des Transports, Jamawet Moges, estime que le port de Berbera répond à la demande croissante de l'Éthiopie sur le commerce international et améliore ses exportations à l'étranger (voir la publication de *Sputnik* du 8 mai 2021). Par ailleurs Les Émirats auraient participé à la tentative d'assassinat d'un commandant rebelle dans la région éthiopienne du Tigré et aidé l'armée éthiopienne à s'opposer à cette rébellion, selon Debretsiion Gebremichael, commandant du Front populaire de libération du Tigré (voir *Radio France Internationale*, le 7 juillet 2021).

5 - Les Émirats sont également en train d'établir une infrastructure militaire sur l'île yéménite de Mayon - à l'entrée du détroit de Bab al-Mandab- et de financer et former environ 100 000 soldats yéménites pour garder cette base névralgique en vue de séparer le sud du Yémen de son nord mais aussi, ils espèrent surtout jouer un rôle majeur sur le site le plus important pour la navigation internationale à Bab-al-Mandab. Cette base émiratie peut servir de zone logistique pour soutenir « *le Conseil de transition* » du Sud Yémen ou les brigades nordistes de Tarek Saleh et pourrait être, le cas échéant, un centre d'accueil des unités américaines basées à Djibouti. Cela peut aussi affecter la navigation dans le détroit de Bab al-Mandab et assurer la protection

des navires étrangers, y compris les navires israéliens. Et si l'on ajoute à cela la présence émirienne sur l'île de Socotra à l'entrée de l'océan Indien, on peut constater que les Émirats arabes unis misent sur un site capital face au port de Djibouti, promu pour devenir une zone franche chinoise qui pourrait détrôner le port de Dubaï.

Pour mesurer l'importance militaire de ce pari pour les Émirats arabes unis et Israël en particulier, il convient de rappeler le rôle joué par les îles yéménites dans le conflit arabo-israélien lors de la guerre d'octobre 1973. Le général de division Ashraf Refaat, chef du renseignement militaire égyptien, raconte que pendant cette guerre, les forces navales égypto-yéménites stationnées à Bab el-Mandeb empêchaient le passage des navires à destination d'Israël. La consolidation de la présence EAU dans cette région pourrait constituer un élément de réconfort pour l'État hébreu face au déclenchement d'une probable guerre israélo-arabe ou à la participation directe des Houthis au conflit avec Israël.

À rappeler l'importance du volume du commerce extérieur israélien dans cette région, qui représente quarante pour cent du commerce extérieur de l'État hébreu.

Il ne fait aucun doute que la politique étrangère offensive des Émirats arabes unis en mer Rouge et au Moyen-Orient en général, est audacieuse et ambitieuse et est largement protégée par les États-Unis d'Amérique et leurs alliés dans la région. Mais elle n'est pas à l'abri des dangers et des risques soudains résultant de la faiblesse démographique de ce pays, qui a été contraint en 2019 de retirer ses forces militaires de la guerre au Yémen en raison de la perte d'une centaine d'officiers et soldats, morts ou blessés, dans le conflit avec les Houthis.

Dans le même contexte, ils n'ont pas pu protéger un contrat qu'ils ont signé avec Djibouti à la suite des pressions chinoises sur les autorités de ce pays. Peut-être ne pourront-ils pas faire face également au peuple palestinien et ses représentants, révoltés contre l'accord d'Abraham érigé sur la négation de leur droit à établir leur État indépendant avec Jérusalem-Est comme capitale, à côté de l'état hébreu. Les Émirats arabes unis ne peuvent pas marginaliser la cause palestinienne par la normalisation de ses relations avec Israël ou des discours de bonne volonté périodiques. Ce pari a échoué auparavant malgré les accords de paix égypto-israéliens, jordano-israéliens et les accords d'Oslo 1993 entre l'OLP et l'état hébreu.

Une nouvelle donne géopolitique émerge au Moyen-Orient. Les Émirats arabes unis y jouent un rôle important, mais peut-être seulement pour un temps, car le géant chinois qui arrive dans la région via les routes de la soie peut changer de nombreux rôles et facteurs d'influence. ■